

reunionslocales@granddebat.fr

SYNTHÈSE DU GRAND DÉBAT NATIONAL

SAINTE CROIX VALLÉE FRANÇAISE

Le 21 FÉVRIER 2019

53 participants, dont plus de la moitié ont échangé activement pour contribuer aux changements nécessaires.

Les quatre thèmes proposés par les services de l'État sont :

1/La transition écologique

2/La fiscalité

3/La démocratie et la citoyenneté

4 /Les services publics et l'organisation de l'État

Ces thèmes ont été suivis d'une discussion sur le vivre ensemble.

1/La transition écologique : 23 interventions pour les demandes et les propositions suivantes :

Demande d'une véritable volonté politique de l'État, inscrite dans la durabilité

- Organiser le contrôle de l'argumentation des lobbyistes.
- Taxer les gros pollueurs : transports aériens, maritimes, GAFA. Organiser le ferroutage.
- Transformer les méthodes de production agricole et aller vers la suppression de tous les intrants toxiques (glyphosate, antibiotiques,...) Sortir de l'agriculture et de l'élevage industriels. Aider au développement des petites exploitations. Lever l'interdiction d'utiliser des semences locales.

- Mieux évaluer les obligations normatives en amendant par exemple les textes qui empêchent le développement des énergies renouvelables (hydraulique, solaire, éolien...)
- Vérifier et contrôler l'effet des subventions, augmenter les taxes sur tous les bénéficiaires, maîtriser la surconsommation et le gaspillage et faire appliquer les lois contre l'obsolescence programmée.
- Organiser le contrôle des effets sur notre environnement des nouveaux produits (internet, emballage, textile, voiture électrique...)
- Création d'une banque européenne pour accompagner la transition.

Accompagnement des citoyens dans leur participation à cette transition

- Favoriser et aider à l'isolation de tout bâtiment, y compris les résidences secondaires...
- Favoriser la recherche pour réduire la surconsommation énergivore, encourager les constructions à énergie positive.
- Mieux accompagner les initiatives locales qui luttent contre le gaspillage et créent des emplois.

2/Fiscalité, finances publiques : 21 interventions pour les demandes et les propositions suivantes :

Demande de justice fiscale

- Organiser les services de l'État pour mieux lutter contre les tricheurs, mieux vérifier les déclarations des grosses entreprises et embaucher du personnel compétent pour contrôler leurs déclarations.
- Préférer taxer les revenus du capital plutôt que ceux du travail pour financer le social.
- Demander une contrepartie à ceux qui bénéficient des minima sociaux.

- Remettre en place les emplois aidés.
- Supprimer les niches fiscales et établir plus d'égalité entre les grosses entreprises et les petites.
- Simplifier les démarches administratives en cessant de dire qu'on va le faire mais en le faisant.
- Taxer les transactions financières et les héritages importants, rétablir l'impôt sur la fortune et organiser le contrôle des déclarations.
- Réduire le train de vie de l'État, à savoir : salaires, retraites, avantages en nature, logements, primes diverses des hauts-fonctionnaires, des ministres et des grands élus.
- Rétablir une TVA élevée sur les produits de luxe et la réduire sur les produits de première nécessité et sur les produits locaux.
- Supprimer la CSG sur les petites retraites et les indexer sur le coût de la vie.

Demande d'autonomie locale

Les nouvelles intercommunalités privent les communes de leur autonomie, génèrent des dépenses inutiles et des lourdeurs administratives improductives.

- Demande d'une révision des bases d'imposition actuelles qui sont injustes.
- Demande de sortir de l'intercommunalité qui a été imposée et ne correspond pas à notre réalité territoriale, afin de pouvoir nous organiser nous-mêmes.

3/Démocratie, citoyenneté : 15 interventions pour les demandes et les propositions suivantes :

Europe et démocratie

- Demande de plus de transparence, nous voulons connaître les décisions prises, nous voulons savoir comment elles sont prises et quelles en sont les conséquences.
- Respect des résultats du vote : refus de la Constitution européenne.

- Demande de renégociation des traités européens.
- Refus des normes imposées par les lobbys, exemples : contrôle technique des véhicules, consuel électrique, fromage pasteurisé... Demande de contrôle plus efficient relatif aux conflits d'intérêts.

État et démocratie

- Demande de reconnaissance du vote blanc et d'une réflexion sur le vote obligatoire (Un président élu avec seulement 18% des votants : quelle légitimité ?)
- Demande de plus de proportionnelle.
- Demande de modification du calendrier électoral : les députés devraient être élus avant le Président de la République.
- La justice nous pose problème. On dénonce l'indulgence pour l'un et l'intransigeance pour les autres.
- Demande de révision de la législation sur le cannabis.
- Demande de contrôle de l'influence sur la Justice des lobbys pharmaceutiques et autres.

Territoire et démocratie

Le réaménagement des territoires est incohérent, provoque des dépenses idiotes et affaiblit la pertinence des décisions par l'éloignement géographique des élus :

- Demande de la suppression des communautés de communes et le réaménagement d'une Région à proximité des citoyens.
- Demande de la reconnaissance de la légitimité des communes et de plus de libertés pour qu'elles puissent travailler ensemble.
- Demande de consultation à l'échelle locale en particulier sur l'organisation territoriale.

4/Organisation de l'État et service publics : 18 interventions pour les demandes et les propositions suivantes :

- Demande de redéfinition de la notion de service public, la rentabilité ne peut pas être le seul critère.
- Des Maisons de service au public ont été créées, nous souhaitons leur pérennisation.
- Le SPANC (service pour l'assainissement non collectif) fonctionne avec des règles et des normes coûteuses dont l'évolution est trop rapide. En outre, les normes sont souvent mal adaptées à nos territoires de montagne.
- L'urbanisme doit servir le territoire et non pas l'administration, exemple : permis de construire refusés sans raison valable et contre l'avis des élus de proximité.
- L'action de la police et de la gendarmerie sur nos territoires doit contribuer à la sécurité de notre population et non pas à sa stigmatisation : le nombre de contrôles et de permis supprimés est sans rapport avec le nombre d'accidents et démesuré par rapport au nombre d'habitants.
- Demande de laisser les territoires s'organiser eux-mêmes pour leurs écoles.
- Nous demandons des réformes pour mettre un terme à la pénurie de médecins et de personnel soignants. Nous demandons une organisation des services de santé qui prenne en compte les besoins du monde rural.
- Refus des compteurs LINKY abusivement imposés.
- Demande de renationalisation de la Poste, de EDF et des services de téléphonie. Les bureaux de poste doivent être accessibles pour ceux qui travaillent pendant la semaine.
- Demandons à ce que nos territoires moins habités restent attractifs avec des services de qualité.
- Ne pas imposer Internet pour toutes les démarches administratives d'autant qu'il demeure de nombreuses zones blanches.

Le vivre ensemble : 7 interventions pour les demandes et les propositions suivantes :

- Le produit des amendes de police devraient alimenter un fond de prévention et de sécurité.
- La pression policière locale persistante bloque beaucoup de choses : activité économique, culturelle et sociale.
- Le tourisme doit être une ressource (commerces, gîtes...) et non pas un handicap (spéculation immobilière, gestion de la ressource en eau).
- Des dispositifs doivent être mis en place pour remettre en culture les terres agricoles.